

Recherches sociographiques



Les publications du gouvernement québécois dans le domaine économique : une bibliographie annotée

Jean-Claude Cloutier

Volume 21, numéro 3, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055898ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055898ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Cloutier, J.-C. (1980). Les publications du gouvernement québécois dans le domaine économique : une bibliographie annotée. *Recherches sociographiques*, 21(3), 355–371. <https://doi.org/10.7202/055898ar>

LES PUBLICATIONS DU GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE : UNE BIBLIOGRAPHIE ANNOTÉE

L'édition gouvernementale comporte, depuis quelques années, un nombre croissant de publications touchant, d'une façon ou de l'autre, l'économie du Québec. Ces publications n'ont pas toutes la même valeur et l'intérêt qu'elles suscitent chez un lecteur particulier peut varier grandement d'un titre à l'autre. Il est difficile cependant pour quiconque d'être parfaitement au fait des parutions les plus récentes et de repérer à travers l'amoncellement des nouveaux ouvrages ceux qui sont susceptibles d'alimenter ses réflexions ou d'enrichir son domaine de recherche.

Le présent article vise à répondre à ce besoin d'un guide de présentation de l'édition gouvernementale récente. Il ne s'agit pas d'une analyse critique même si, à l'occasion, certains commentaires pourront toucher le contenu des ouvrages recensés. Le but recherché ici est plutôt de présenter une vue d'ensemble où chacun pourra être aiguillé vers les parutions correspondant à ses centres d'intérêt propres. L'approche retenue est donc celle d'un catalogue et, plus précisément, d'un catalogue d'outils à la disposition de celui ou de celle qu'intéressent les études économiques québécoises fut-il(elle) professeur, étudiant(e), fonctionnaire, à l'emploi de l'entreprise privée, syndicaliste, etc. À cette fin, nous nous attacherons aux données signalétiques des publications retenues, à une description sommaire de leur contenu et à une certaine mise en contexte. Deux ouvrages recevront un traitement plus élaboré en vertu de leur caractère exceptionnel. Idéalement, le critère de sélection des parutions répertoriées aurait dû être leur nouveauté par rapport aux sources réputées connues. Cependant, cet article constituant une première, il est apparu nécessaire de décrire aussi l'ensemble de l'édition gouvernementale même si certains périodiques diffusent des informations dont la nature n'a guère changé depuis plusieurs années.

L'édition gouvernementale québécoise à caractère économique se prête mal à une analyse systématique. Il faudrait distinguer entre les périodiques et les publications occasionnelles ou les études spéciales; entre les publications découlant du mandat général d'information publique et celles se rattachant à

Comme le veut l'usage, les propos contenus dans cet article n'engagent que l'auteur à titre personnel et ils ne reflètent pas nécessairement le point de vue de son employeur.

un événement ou à un dossier particulier; entre les études réalisées par la Fonction publique et celles que le gouvernement a confié en commandite à des consultants externes. Bref, les *distinguos* pourraient se multiplier. L'inventaire est également compliqué par la multiplicité des auteurs, des éditeurs et des diffuseurs. L'Éditeur officiel du Québec, le Ministère des communications, le Bureau de la statistique du Québec, le Secrétariat des conférences socio-économiques, le Ministère des finances, l'Office de planification et de développement du Québec, pour ne nommer que ceux-là, constituent tous des agents importants à un titre ou à l'autre.

En somme, l'hydre défie le taxonomiste. Aussi, cette bibliographie sera-t-elle par nécessité informelle dans sa présentation et arbitraire dans le choix des titres. Néanmoins, elle couvre vraisemblablement l'essentiel du domaine des publications gouvernementales. L'ordre de présentation n'a pour seule logique que d'aller de la matière première — les publications de statistiques et autres données brutes — jusqu'au produit fini — les politiques économiques — en passant par les biens intermédiaires — les analyses et descriptions de situation.

Il est apparu indiqué de faire porter la bibliographie sur une période d'une année. D'une part, plusieurs publications sont annuelles; d'autre part, une plus longue période aurait trop augmenté le nombre de titres tout en réduisant sensiblement l'actualité de certains d'entre eux. Encore faut-il savoir où faire commencer et finir l'année. À cet égard, le début de septembre paraît approprié puisqu'il coïncide généralement avec la reprise des activités administratives (et d'édition) de l'appareil gouvernemental après l'accalmie des mois d'été. Cette bibliographie touche donc les titres publiés entre septembre 1979 et l'été 1980.

1. *La matière première*

Cette première catégorie comprend les données présentées à l'état brut, c'est-à-dire sans analyse ou traitement quelconque. Il s'agit d'abord de données statistiques. Le principal pourvoyeur en cette matière est le Bureau de la statistique du Québec. Son répertoire n'a pas la même richesse que celui de Statistique Canada mais il le complète bien dans certains domaines particuliers. Il publie par exemple d'excellents travaux sur les questions démographiques. De toute façon, la production annuelle du B.S.Q. est déjà suffisamment étendue pour décourager une énumération exhaustive.¹

Une publication de la fournée 1979-1980 de cet organisme mérite cependant une mention spéciale puisqu'elle rappelle certains débats célèbres des dernières années. Il s'agit de la dernière révision et mise à jour des estimations

1. Parmi le foisonnement des publications en provenance du B.S.Q., on peut mentionner les titres suivants pour donner un aperçu de l'éventail des sujets abordés :

- *Exportations internationales du Québec*, c1980, annuel, 42p.;
- *Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1976/77*, c1979, annuel, 75p.;
- *Investissements publics au Québec par région administrative, 1976-79*, c1979, annuel, 92p.;
- *Conditions de travail au Québec pour des activités économiques choisies, 1976*, c1979, annuel, 213p.

annuelles des comptes économiques.² Sans reprendre la controverse qui a entouré cette question, soulignons que la publication québécoise contient un plus grand nombre de tableaux statistiques que la publication correspondante du gouvernement fédéral³ et qu'elle présente, par rapport à cette dernière, deux différences méthodologiques notables. Alors que Statistique Canada s'attache aux dépenses de consommation effectuées sur le territoire québécois, le B.S.Q. s'intéresse plutôt aux dépenses des personnes résidant au Québec de façon à présenter les données sur une base nationale. Les subventions fédérales à l'importation de pétrole brut sont ignorées dans le calcul du produit intérieur brut afin d'éliminer un facteur de distorsion dans les comparaisons inter-provinciales. Malgré ces ajustements, l'avant-propos aux *Comptes économiques* comporte une mise en garde significative: « les données relatives aux comptes économiques peuvent être encore qualifiées d'expérimentales et se prêtent assez difficilement à certaines interprétations ».⁴

L'*Annuaire du Québec*⁵ et la *Revue statistique du Québec*⁶ entrent également, en partie du moins, dans la catégorie des sources de matière première. Cependant, l'information y est à la fois trop disparate, puisqu'elle touche une très grande variété de sujets, et pas assez détaillée sur des questions particulières. De plus, ces publications ne se démarquent pas beaucoup par rapport aux ouvrages homologues du gouvernement fédéral. Enfin, les données qu'elles présentent souffrent de sérieux retards — jusqu'à deux années ou plus dans le cas de l'*Annuaire*. En revanche, ces deux périodiques comportent un certain nombre d'articles en plus des tableaux de données statistiques. En général, les articles de l'*Annuaire* font le point sur une question spécifique et ils ont une valeur avant tout documentaire. Par contre, les études publiées dans la *Revue* ressemblent un peu aux articles de revues savantes en ce qu'elles peuvent présenter le résultat de travaux méthodologiques sans référence directe à un quelconque aspect de l'économie québécoise. À cet égard, la *Revue* fait bande à part parmi l'ensemble de la production écrite gouvernementale. Le dernier numéro traite des techniques de mise à jour du modèle intersectoriel québécois, d'un essai de définition opérationnelle de l'univers du secteur public et parapublic québécois et d'un exposé des méthodes de prévision adaptative de Box et Jenkins.

En dehors de la production émanant du B.S.Q. signalons, dans le domaine des relations de travail, une publication du Conseil du Trésor

2. Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses — Estimations annuelles 1961-1978*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1980, 95p.

3. Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux, 1963-1978*, n° cat. 13-213, février 1980.

4. Bureau de la statistique du Québec, *op. cit.*, p. 5.

5. Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire du Québec, 1977/1978*, 1979, annuel, 1426p.

6. Bureau de la statistique du Québec, *Revue statistique du Québec*, vol. XVII, nos 1-2-3-4, avril 1978-mars 1979, trimestriel, 142p.

fournissant une masse de données, présentées dans une perspective historique, sur les conditions de travail et les salaires au Québec, en Ontario et ailleurs.⁷

Mentionnons également l'apparition depuis peu d'un bulletin semestriel préparé par la Commission des valeurs mobilières du Québec.⁸ Cette publication se divise en cinq sections : courtiers en valeurs mobilières, appel public à l'épargne, marchés boursiers, offres publiques d'achat et rapports d'études. Bien que le domaine soit relativement spécialisé, l'accès à l'information est facilité par la clarté de la présentation graphique et des notes explicatives. La section sur les rapports d'études est particulièrement intéressante puisqu'elle dépasse les données brutes et donne un aperçu des études réalisées ou en cours de réalisation par le groupe de recherche de la Commission. Les études rapportées dans le numéro de janvier/juin 1979 touchaient le coût d'émission des titres de sociétés, les opérations d'initiés et les habitudes de placement des Québécois.

Il ne vaut sans doute pas la peine d'insister davantage sur la publication de données statistiques. La récurrence de ce genre de production en rend moins nécessaire la recension.

La catégorie « matière première » compte cependant un dernier titre digne de mention bien qu'il ne s'agisse pas d'un recueil de statistiques. Le *Répertoire des produits fabriqués au Québec*⁹ constitue ce cas un peu spécial. Bien sûr, cet ouvrage se veut avant tout un outil de développement économique destiné à faciliter les liens entre les agents économiques québécois et, de façon générale, l'« achat chez nous ». Il reste que ce *Répertoire* représente la liste la plus complète et la plus précise des manufacturiers et des produits québécois. Pour cette raison, cette publication peut s'avérer une aide utile pour la réalisation d'études structurelles ou sectorielles de l'économie en complétant et en illustrant les données désincarnées des statistiques manufacturières du B.S.Q. ou de Statistique Canada. Le *Répertoire 1979* représente une nette amélioration sur la première édition, à la fois au niveau de la présentation et de la précision des renseignements. Y sont inscrits 3 700 produits et 6 300 fabricants.

2. Les biens intermédiaires

a) Les analyses conjoncturelles

Depuis Keynes, les gouvernements se reconnaissent une responsabilité importante à l'égard de la stabilisation de l'activité économique. Le gouvernement québécois n'échappe pas à la règle et, pour assumer ce rôle, il a dû se

7. Conseil du Trésor, Bureau de recherche sur la rémunération, *Analyse de l'évolution des principaux indicateurs économiques au Québec, en Ontario, au Canada et aux États-Unis : 1961-1978*, Québec, 1979, 185p.

8. Commission des valeurs mobilières du Québec, *Bulletin de statistiques*, vol. 2, n° 1, janvier/juin 1979.

9. Centre de recherches industrielles du Québec, *Répertoire des produits fabriqués au Québec, 1979*, C.R.I.Q., Québec, 1979, 2^e édition, 642p.

doter de services capables de suivre et de prévoir la situation conjoncturelle. Le gouvernement s'intéresse aussi aux données conjoncturelles en vertu de sa responsabilité de fournir aux autres agents de l'économie les renseignements nécessaires à la meilleure conduite de leurs activités. Finalement, la préparation du budget commande elle aussi une auscultation minutieuse de l'activité économique. La confection et la publication de données sur la conjoncture économique québécoise apparaît donc comme un mandat naturel du gouvernement du Québec. Ce genre de travail est effectué à la fois au Ministère des finances, pour les besoins propres du gouvernement, et au Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour les besoins du grand public.

Les travaux du Ministère des finances se concrétisent en une publication majeure comprenant le discours du budget et quelques annexes.¹⁰ Le discours contient une appréciation synthétique de l'évolution conjoncturelle de l'économie québécoise, globalement et selon ses principales composantes. L'annexe I du document présente les données sous forme de tableaux et établit des comparaisons par rapport aux années antérieures. Le document comporte également certaines prévisions quant au comportement des principaux indicateurs économiques au cours de l'année qui vient : production intérieure, emploi, chômage, prix. Parallèlement aux éléments de conjoncture et de prévision, cette publication se distingue par ses données institutionnelles à savoir la politique budgétaire, la situation financière du gouvernement,¹¹ les crédits par missions et par ministères, les orientations et priorités, etc. Tous ces éléments se prêtent à l'étude et à la critique et font du discours du budget et des annexes qui l'accompagnent une pièce de choix pour l'analyste des politiques gouvernementales. Enfin, particularité un peu inattendue, les derniers discours sur le budget ont été écrits dans un style assez remarquable, au point de mériter les éloges de la critique littéraire.¹²

L'information conjoncturelle provenant du Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, emprunte deux véhicules principaux. Le premier, la *Situation économique*,¹³ constitue sans doute le tableau le plus complet sur l'état de l'économie québécoise. Cette publication commence par un exposé de la situation économique dans le monde, au Canada et au Québec. Suivent huit chapitres décrivant différents aspects de l'économie québécoise : la population et le marché du travail, les activités primaires, secondaires et tertiaires, les revenus et les dépenses des agents économiques, les investissements, les finances privées et publiques, les échanges extérieurs. La *Situation* se termine par un aperçu du comportement attendu de l'économie et de ses principales composantes au cours de l'année suivante. Étant donné les délais de publication, ces

10. Ministère des finances, *Budget 1980-1981*, Québec, 1980, 107p.

11. Ce genre de renseignements apparaît également dans la publication *États financiers du Québec* du Ministère des finances.

12. Jean ÉTHIER-BLAIS, « Les carnets de Jean Éthier-Blais », *Le Devoir*, 7 avril 1979, p. 22.

13. Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, Direction générale de la recherche et de la planification, *La situation économique au Québec, 1978*, Québec, 1979, 111p.

perspectives ne parviennent cependant tout au plus qu'à prévoir le présent. Malgré cette lacune, l'à-propos de la division thématique, le degré optimal de désagrégation des données, la qualité de la présentation graphique et la pertinence des commentaires explicatifs confèrent une valeur indéniable à cette publication. Celle-ci s'est en fait améliorée constamment tout au long de ses dix-huit années d'existence et elle atteint l'équilibre de la maturité.

L'autre publication d'ordre conjoncturel du M.I.C.T. est préparée par un service du Bureau de la statistique du Québec. Elle vise à donner des prévisions, selon un horizon de six mois, sur différents éléments de la demande, de la production, du marché du travail, des prix et des salaires, ou des revenus.¹⁴ Au premier abord, ces *Éléments de prévision* apparaissent plutôt austères puisqu'ils consistent principalement en un ensemble de séries chronologiques, de graphiques et d'histogrammes sans textes d'accompagnement. Il s'agit, lit-on en avant-propos, de laisser aux utilisateurs le soin d'interpréter ces données selon leurs responsabilités propres. Néanmoins, quelques pages décrivent au début les « points saillants » se dégageant des tableaux qui suivent. Les auteurs signalent qu'il s'agit à proprement parler de projections et non pas de prévisions, c'est-à-dire que les chiffres indiquent l'évolution d'une série à partir de son comportement passé sans tenir compte de facteurs exogènes qui pourraient la perturber. Des changements fiscaux, des grèves majeures, des événements politiques, des retournements de la conjoncture, seraient en effet autant de chocs susceptibles d'influencer sensiblement le comportement des variables observées. La méthode utilisée par le B.S.Q. ne permet que de tirer le meilleur parti des données historiques. L'utilité et la qualité de ces projections pourraient faire l'objet d'une évaluation comparative avec les autres prévisions gouvernementales et privées.

b) *Les monographies, les études, les dossiers, etc.*

La plupart des ministères et organismes gouvernementaux effectuent des analyses en vue d'éclairer leur domaine d'intervention propre. Un certain nombre de ces analyses, jugées d'intérêt public, font l'objet de publication. La production dans ce domaine est irrégulière et, presque par définition, non répétitive. La qualité et l'utilité des ouvrages édités varient beaucoup et certains s'adressent à une clientèle restreinte. En outre, cette catégorie de publications est souvent rattachée aux préoccupations du moment — les malaises de tel secteur, la convocation d'une conférence gouvernement-industrie, etc. La multiplicité des sources possibles de ce genre d'études rend difficile un relevé systématique, voire un choix de titres — celui-ci serait nécessairement arbitraire. En revanche, il n'est peut-être pas sans intérêt de signaler l'existence de certaines collections.

14. Bureau de la statistique du Québec, Service des études prévisionnelles, *Éléments de prévision*, Québec, série A, vol. 3, n° 2, avril 1980, 121p. Il existe également une publication-sœur donnant des prévisions par groupes industriels: *Éléments de prévision*, Québec, série B-1, n° 3, avril 1980, 43p.

Les documents de référence accompagnant la tenue des différentes conférences socio-économiques forment une première collection. Ces documents donnent un tableau synthèse des données relatives à un secteur particulier, des problèmes auxquels sont confrontés les agents qui y œuvrent et des orientations qu'ils peuvent prendre. Ce genre de document fournit en quelque sorte une photographie de l'état d'un secteur à un moment donné. Au cours de la dernière année, cette série s'est enrichie de quelques titres portant sur les secteurs coopératif et agro-alimentaire.¹⁵

Une autre collection est celle des « Dossiers », publiés par l'Office de planification et de développement du Québec. Il s'agit soit de travaux réalisés au sein de l'O.P.D.Q., soit d'études commandées à des consultants à l'extérieur de la Fonction publique. La fournée de 1979-1980 comporte des exemples de l'un et de l'autre cas.

Les études jumelles sur la répartition des revenus^{16,17} constituent l'aboutissement de travaux effectués depuis quelques années à la Direction des études et synthèses socio-économiques de l'Office. Des compilations spéciales de micro-données de Statistique Canada ont permis d'obtenir une vision de l'évolution des revenus au Québec entre 1967 et 1975 et de dégager les facteurs les plus susceptibles d'avoir agi sur les écarts de revenu. Une des deux études évalue l'efficacité des programmes de sécurité sociale. Il s'agit d'une contribution majeure à la connaissance de cette facette de la société québécoise. La nature du sujet et les méthodes d'analyse utilisées confèrent à ces deux ouvrages un caractère assez spécialisé et technique par comparaison avec l'ensemble des publications gouvernementales. Tous deux comportent une annexe rapportant les sources, les concepts et la méthodologie, de même qu'une bibliographie très substantielle.

L'autre « dossier » de l'O.P.D.Q. consiste en une évaluation de la rentabilité de la voie maritime du Saint-Laurent pour le Québec.¹⁸ L'étude a été réalisée par Luc-Normand Tellier de l'Université du Québec à Montréal avec l'assistance de quelques économistes de l'Office. S'appuyant sur une longue bibliographie, le document trace un bilan plutôt négatif de l'impact de la voie maritime pour l'économie du Québec: mauvaise allocation des ressources, affaiblissement relatif de Montréal par rapport à Toronto et de son port

15. Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques du Québec :
— *La volaille et autres petits animaux d'élevage — état de la situation*, Québec, 1979, 116p. ;
— *L'industrie céréalière — état de la situation*, Québec, 1979, 80p. ;
— *La viande bovine — état de la situation*, Québec, 1979, 87p. ;
— *L'entreprise coopérative dans le développement économique — état de la situation*, Québec, 1980, 137p.

16. O.P.D.Q., Direction des études et synthèses socio-économiques, *Évolution de la répartition des revenus au Québec, 1961-1976 : quelques facteurs explicatifs*, Québec, 1979, 93p.

17. O.P.D.Q., *L'impact des transferts sur la répartition des revenus au Québec, 1967-1975*, Québec, 1980, 95p.

18. O.P.D.Q., *Rentabilité de la Voie maritime du Saint-Laurent pour le Québec*, Québec, 1979, 87p.

vis-à-vis de ses concurrents, confirmation de l'économie québécoise dans son rôle d'exportatrice de matières premières peu transformées, satellisation par rapport aux villes industrielles des Grands Lacs, etc. La signification politique de ces conclusions tombe sous le sens et, de fait, l'étude n'a pas manqué de soulever certaines critiques alléguant un manque de rigueur scientifique et une démarche trop partisane.¹⁹ L'ouvrage porte d'autant plus à controverse qu'une autre étude,²⁰ publiée vers la même époque, concluait, à l'inverse, en la rentabilité de la voie maritime pour le Québec.

La Direction générale de la recherche et de la planification du Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme a publié au cours de l'année quelques études²¹ portant sur des secteurs industriels spécifiques. Bien que par la forme ces ouvrages appartiennent manifestement à une même série, il est difficile de savoir si celle-ci aura un caractère permanent et si d'autres titres viendront s'ajouter dans l'avenir. Malgré leur domaine d'analyse relativement restreint, ces études présentent un intérêt didactique certain quant à la méthode d'examen d'un secteur industriel particulier : critères d'évaluation, sources d'information, facteurs techniques, organisation industrielle, etc.

Parmi les hors-séries, signalons un autre ouvrage sur le secteur coopératif,²² un sur l'impact économique des restrictions budgétaires fédérales²³ et, enfin, un sur l'industrie de l'imprimerie.²⁴

c) *Un cas spécial: la synthèse des travaux du « groupe Bonin »*

Un document mérite une place à part, autant par la masse qu'il représente — 546 pages d'informations denses —, que par le caractère tout à fait spécial des travaux qui ont permis sa publication. Il s'agit d'une synthèse²⁵ des études entreprises par et pour ce que la presse a appelé le « groupe Bonin ». La

19. Voir notamment l'opinion de J.-C. LASERRE parue dans *Le Devoir*, 20 février 1980, p. 13.

20. Gennifer SUSSMAN, *Le Québec et la Voie maritime du Saint-Laurent*, Montréal, Institut de recherches C.D. Howe, 1979, 327p.

21. Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, Direction générale de la recherche et de la planification :

— *Analyse du secteur manufacturier des produits pharmaceutiques au Québec: situation et perspectives*, Québec, 1980, 124p. ;

— *L'industrie québécoise des produits chimiques inorganiques*, Québec, 1980, 124p. ;

— *L'industrie québécoise du ciment*, Québec, 1980, 62p.

22. O.P.D.Q., Ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, Conseil de la Coopération du Québec, *Profil du mouvement coopératif au Québec*, Québec, 1979, 327p.

23. Ministère du conseil exécutif, Comité ministériel permanent du développement économique, *Étude sur l'impact économique des restrictions budgétaires fédérales sur l'économie québécoise*, Québec, 1980, 12p.

24. Ministère des communications, *Étude sur l'industrie de l'imprimerie*, Québec, 1979, 215p.

25. Bernard BONIN et Mario POLESE, avec la collaboration de Jean K. SAMSON, *À propos de l'association économique Canada-Québec*, E.N.A.P., Québec, 1980, 546p.

publication de ces travaux est opportune. D'abord, elle dissipe en bonne partie le voile de mystère dont ils ont été entourés à un moment donné. Ensuite, elle met en lumière bon nombre de questions mal connues du grand public et même, possiblement, des praticiens du fédéralisme, hommes politiques ou fonctionnaires. Finalement, l'ouvrage donne une vision globale des multiples facettes du sujet abordé. Modestement, Bonin²⁶ espère que les travaux réalisés sous sa gouverne pourront être les instruments de quelques progrès des connaissances.²⁷ Ils auront à tout le moins permis un désenchevêtrement appréciable.

Les travaux du groupe Bonin visaient à explorer le champ d'une négociation éventuelle dans le cadre du projet de souveraineté-association du gouvernement du Parti québécois et à en identifier les embûches potentielles, notamment au niveau de l'élaboration et de la gestion des politiques économiques. Malgré cette fin éminemment politique, le résultat apparaît, somme toute, assez éloigné du pamphlet que certains auraient attendu. Bien sûr, le bilan des politiques fédérales au Québec est dans l'ensemble plutôt négatif mais, en contrepartie, on ne trouve nulle part dans le document de démonstration à l'effet que la souveraineté est souhaitable ou nécessaire. De même, si l'ouvrage constate que le système fédéral comporte des lacunes, des duplications et des incohérences, il fait également remarquer, tout comme le rapport final de la Commission sur l'unité canadienne, qu'une intégration économique poussée et l'harmonisation d'un grand nombre de politiques sont favorables à la meilleure allocation des ressources, à la spécialisation et à la croissance.²⁸ En fait, le but recherché n'était pas d'apporter une justification à une thèse ou à l'autre mais plutôt de regarder l'ensemble des outils à la disposition des gouvernements pour mieux saisir la portée et l'utilité de chacun et, partant, l'opportunité d'en partager le contrôle.

L'ouvrage se limite donc au conseil du prince. Il éclaire le domaine de la décision de même que les avantages et les inconvénients probables de telle ou telle orientation, mais sans plus, et en laissant l'homme politique accorder ses propres pondérations aux différentes variables. Il s'agissait, selon les mots de Bonin, d'épargner quelques mois de travail à ceux qui devraient éventuellement trouver une solution pratique aux problèmes mis en lumière. Aussi son groupe de travail s'est-il attaché à documenter au maximum les différents dossiers abordés, de sorte que le produit final est rempli d'informations utiles et de synthèses éclairantes non seulement aux négociateurs éventuels de nouveaux arrangements politiques mais également à tous ceux qui veulent comprendre ou évaluer les institutions économiques les plus déterminantes, soit, au sens large, toute intervention gouvernementale qui module et influence le cours de l'économie qu'il s'agisse de lois, de programmes, d'entités administratives, de taxes, de tarifs, d'accords internationaux, etc.

26. Pour des raisons de concision nous référerons seulement à Bonin dans les pages qui suivent, même si celui-ci n'était pas le seul membre du groupe de travail ni le seul auteur du présent ouvrage.

27. BONIN *et al.*, *op. cit.*, p. I.

28. *Ibid.*, p. 546.

Le groupe Bonin en lui-même était très réduit. Sa force et sa capacité de travail ont cependant été augmentées considérablement par la passation de mandats spécifiques à des groupes satellites composés de fonctionnaires ou d'universitaires. Dans plusieurs cas, les groupes consultés ont dû consentir à un effort inédit de synthèse des connaissances acquises au fil des ans. Dans la plupart des officines gouvernementales, le travail quotidien est en effet plus propice aux analyses qu'aux synthèses.

Le premier chapitre tente une description critique du sujet principal, c'est-à-dire de l'économie québécoise. Le même genre d'exercice a été tenté à différentes reprises par divers auteurs depuis quelques années. Bonin se distingue cependant par un optimisme qui contraste avec le déclin relatif dont parlent certains universitaires²⁹ et même l'*Énoncé de politique économique* du gouvernement du Québec.³⁰

Le deuxième chapitre mesure l'incidence des politiques économiques fédérales au Québec. Bien que certaines conclusions de ce chapitre n'aient pas échappé à une certaine publicité lors du débat référendaire, il n'en comporte pas moins des descriptions tout à fait objectives de certaines institutions de la politique économique. Ainsi, la section sur la politique commerciale consiste en une énumération descriptive de la multitude d'instruments qui forment l'arsenal du protectionnisme moderne : tarifs, droits compensateurs, surtaxes, restrictions quantitatives, achats gouvernementaux, spécifications techniques, etc. Quelques indications quant à l'usage que fait le Canada de ces instruments complètent ces descriptions.

La diversité des secteurs abordés par Bonin constitue un apport intéressant et original car si les politiques de commerce extérieur, de stabilisation de l'économie et de développement régional sont relativement bien documentées, on ne peut en dire autant des interventions gouvernementales en matière de politique scientifique ou d'aide internationale. Pourtant, en réalité, ces interventions exercent une influence très sensible sur la croissance de certains secteurs de l'économie. Ainsi, certaines performances remarquables du côté des marchés extérieurs s'expliquent dans une large mesure par les programmes de l'Agence canadienne de développement international. C'est le cas notamment des exportations de services-conseils vers les pays en développement.

Les conclusions des études du groupe Bonin peuvent à l'occasion diverger des résultats obtenus par d'autres chercheurs. En ce qui concerne les politiques de stabilisation conjoncturelle, Bonin conclut que le cycle de l'économie québécoise est à peu près synchrone par rapport à ceux de l'Ontario et de l'ensemble du Canada.³¹ Tout au plus note-t-il une plus grande amplitude au Québec. L'*Énoncé de politique économique* du gouvernement québécois soutient

29. P. FRÉCHETTE, R. JOUANDET-BERNADAT, J.-P. VÉZINA, *L'économie du Québec*, Montréal, Éditions HRW, 1979, pp. 83-95.

30. Gouvernement du Québec, Développement économique, *Bâtir le Québec — énoncé de politique économique*, Québec, 1979, 523p.

31. BONIN *et al.*, *op. cit.*, p. 264.

pourtant le contraire.³² Ailleurs, Bonin avance que le programme d'assurance-chômage n'a qu'un effet marginal sur le taux de chômage.³³ Certains chercheurs³⁴ sont déjà arrivés à la conclusion contraire, à savoir que le programme en question pouvait induire un certain taux de chômage volontaire.

Le chapitre 3, à l'instar du premier, ressemble beaucoup à ce qui a déjà été publié ailleurs, notamment par le gouvernement fédéral, par le gouvernement ontarien ou par des organismes privés. Malgré l'ampleur des ressources mises à contribution — une imposante batterie d'universitaires et de fonctionnaires regroupés en différentes équipes — Bonin ne réussit pas à aller beaucoup plus loin que ces autres études, soit à démontrer que le Québec et le reste du Canada, et surtout l'Ontario, sont très dépendants l'un de l'autre au plan économique. Certes cette conclusion un peu attendue est amenée par de multiples preuves et elle n'avait peut-être jamais été étayée aussi fortement, mais le mieux est parfois l'ennemi du bien et la démonstration apparaît souvent longue et très théorique.

Le quatrième chapitre porte sur des expériences étrangères d'intégration économique. Les trois suivants traitent de diverses formules types d'association économique, à savoir la zone de libre-échange, l'union douanière, le marché commun et l'union monétaire. Ici encore, Bonin s'appuie sur diverses études de base mais, différemment des chapitres précédents, celles-ci ont déjà fait l'objet de publications individuelles avant que ce document de synthèse ne soit achevé.³⁵ Ce dernier a le mérite d'en rappeler l'essentiel dans un cadre intégré tout en faisant œuvre de vulgarisation. Ainsi le chapitre 7 constitue un exposé d'une grande qualité didactique sur la monnaie et sur le système monétaire canadien.

32. *Bâtir le Québec — énoncé de politique économique, op. cit.*, p. 50.

33. BONIN *et al.*, *op. cit.*, p. 194.

34. C. GREEN et J.-M. COUSINEAU, *Chômage et programmes d'assurance-chômage*, Ottawa, Conseil économique du Canada, 1976, 158p.

35. Ministère des affaires intergouvernementales :

— F. CHARBONNEAU-CHEVALLARD, E. ORBAN, J. BRIND'AMOUR, R. PARENT, F. PROVENCHER, *Quelques expériences étrangères d'intégration économique*, Québec, 1978, pagination variée ;

— L. COURVILLE, M. DAGENAI, C. NAPPI, A. VAN PEETERSSEN, avec l'assistance de M. BASTIEN, *La sensibilité des industries au commerce inter-régional : le cas du Québec, de l'Ontario et du reste du Canada*, Québec, 1979, pagination variée ;

— B. FORTIN, *Les avantages et les coûts des différentes options monétaires d'une petite économie ouverte : un cadre analytique*, Québec, 1978, 67p. ;

— V. LEROY, *La question monétaire en rapport avec le Québec*, Québec, 1978, 378p. ;

— P.-P. PROULX, L. DULUDE, Y. RABEAU, *Étude des relations commerciales Québec-USA, Québec-Canada : options et impacts, contraintes et potentiels*, Québec, 1979, 585p. ;

— H.P. ROUSSEAU, *Unions monétaires et monnaies nationales : une étude économique de quelques cas historiques*, Québec, 1978, 225p. ;

— L.-N. TELLIER, *Étude des possibilités de rapprochement économique entre le Québec, le Canada et les pays scandinaves*, Québec, 1979, 139p. ;

— K. VALASKAKIS, *L'option Europe — analyse de la plausibilité d'une association Québec/Canada/Europe*, Québec, 1979, 176p.

Ces quatre derniers chapitres ressemblent beaucoup par la forme aux articles écrits sur des sujets similaires dans des ouvrages comme *Encyclopediæ Britannica* ou *Dictionary of Social Sciences*, à cette différence qu'ils sont plus détaillés et comportent davantage de couleur locale. Plus près de nous, le professeur Dehem a également publié, il y a quelques années, un opuscule sur ces questions.³⁶ Beaucoup plus concise, la brochure de Dehem référerait elle aussi aux expériences étrangères, soulignait les avantages et les inconvénients de l'une et de l'autre formule, et concluait à la non-viabilité ou à l'instabilité des formes les moins avancées d'intégration économique.

Au total, sans que cela ait été le but explicite de l'exercice, les travaux du groupe Bonin apparaissent comme une espèce d'étude empirique sur la question de la zone politique optimale pour une région économique, c'est-à-dire sur les rapports entre l'état et le système de production et d'échange. L'évaluation des politiques sectorielles fédérales tend, par exemple, à démontrer que celles-ci ont été parfois bénéfiques, parfois néfastes, pour l'économie du Québec mais sans nécessairement que cela ait été voulu ou prévu comme tel. Le principal problème semble finalement, d'après Bonin, que les politiques conçues au niveau fédéral, valides à l'échelle canadienne, peuvent ne pas être cohérentes ou appropriées au niveau d'une région particulière du Canada.³⁷ Il y a défaut de correspondance entre l'échelle de la décision politique et l'échelle des activités économiques. En d'autres termes, c'est la question du développement équilibré de diverses régions d'un même état. Cette question n'a pas encore été explorée de façon satisfaisante par une science économique plus habile à démontrer les bénéfices globaux découlant du libre-échange et du laissez-faire que la répartition inégale selon les régions des fruits de la croissance.³⁸ Il ne reste plus qu'à espérer une « théorie générale » des régionalismes économiques qui vienne expliquer les observations de Bonin.

3. Les produits finis

Nous appelons, par métaphore, produits finis les ouvrages où les données brutes d'observation ont été analysées ou transformées, et où des orientations ont été tracées et des moyens d'action mis en place. Le produit écrit est fini ou complet au sens d'une intégration depuis l'observation jusqu'à l'action. Ce genre d'ouvrage est assez rare, même au gouvernement, puisque la plupart du temps les lois ou programmes sont annoncés sans être accompagnés d'une justification factuelle ou analytique très élaborée. Le catalogue 1979-1980 de l'édition gouvernementale ne comporte qu'un titre pouvant sans ambiguïté être classé dans cette catégorie.

36. R. DEHEM, *La notion d'association économique*, Montréal, Institut de recherches C.D. Howe, 1978, 21p.

37. BONIN *et al.*, *op. cit.*, p. 543.

38. Ce jugement global souffre quelques exceptions notables : Perroux, Myrdal et Kaldor ont exploré certains aspects du développement asymétrique des régions économiques.

Cette publication s'intitule *Bâtir le Québec*.^{39, 40} Elle se veut un livre blanc donnant une vision d'ensemble des priorités et des politiques gouvernementales dans les différents secteurs de l'économie. Le sous-titre, *Énoncé de politique économique*, reflète bien la nature du document. Plusieurs rapprochements pourraient être établis avec le livre blanc sur le développement culturel publié il y a quelques années. L'approche et le style des deux documents se ressemblent beaucoup. On a choisi pour l'un et pour l'autre une approche didactique justifiant et expliquant les interventions gouvernementales à partir d'une problématique assez élaborée. Les deux constituent également des cadres intégrateurs replaçant chacune des actions entreprises dans une logique d'ensemble.

L'*Énoncé de politique économique* comporte trois volumes, dix-neuf chapitres et cinq cent vingt-trois pages. La table des matières à elle seule compte dix-neuf pages. Cette masse a de quoi effrayer plus d'un lecteur. Heureusement une version abrégée a également été publiée. Celle-ci ne reprend que les principaux éléments de la problématique de même que les orientations et les moyens d'action.⁴¹

Cet énoncé de politique gouvernementale résulte d'un effort polycentrique au sein de l'appareil gouvernemental. En fait, même si la maîtrise d'œuvre relevait du Ministère du conseil exécutif, tous les ministères à vocation économique ont été mis à contribution à un moment ou à l'autre, et notamment dans la partie où les principaux secteurs de l'économie sont abordés à tour de rôle. Un peu comme l'ouvrage de Bonin, l'*Énoncé de politique économique* a ainsi le mérite de faire le point des connaissances accumulées dans les différentes directions gouvernementales de recherche et de planification. L'approche différente des deux ouvrages limite les recoupements et donne, au contraire, une vision complémentaire. Alors que Bonin évaluait les politiques fédérales, l'*Énoncé* adopte une grille sectorielle reflétant assez fidèlement le partage des responsabilités entre les différents ministères : agro-alimentaire, pêches maritimes, secteur forestier, ressources minérales, potentiel électrique, tourisme, secteur manufacturier.⁴² De plus, alors que Bonin considère sous tous

39. Gouvernement du Québec, Développement économique, *Bâtir le Québec — énoncé de politique économique*, op. cit.

40. Ce titre a suscité certaines critiques. *La Presse* y a vu une certaine prétention et le refus de reconnaître le travail des bâtisseurs à l'œuvre depuis plus de trois siècles. Le professeur Courville, dans une conférence au congrès de 1980 de l'Association des économistes québécois, a signalé que « Bâtir Québec » aurait été plus approprié puisque les politiques annoncées se traduiraient, selon lui, par une intervention massive de l'État et, simultanément, par la croissance de la Fonction publique et de la capitale.

41. Gouvernement du Québec, Développement économique, *Bâtir le Québec — énoncé de politique économique — synthèse, orientations et actions*, Québec, 1979, 186p.

42. L'ouvrage ne comporte pas de chapitre sur le secteur manufacturier pris globalement. Une partie de celui-ci est présentée comme étape ultime de la transformation des différentes ressources traitées dans divers chapitres; pour le reste, on a concentré l'attention sur certains domaines jugés plus importants : biens d'équipement, produits intermédiaires, secteurs moins compétitifs.

les angles la question des possibilités de développement de l'économie du Québec dans un cadre d'intégration, fédéral ou autre, avec le Canada, le livre blanc du gouvernement québécois assume le système fédéral actuel et s'accommode des instruments de politique économique impartis à une province canadienne. Tout au plus le deuxième chapitre dressera-t-il un bilan assez sévère des politiques fédérales en en faisant une des causes du manque de dynamisme de l'économie québécoise.

Pour bien situer l'*Énoncé* parmi l'ensemble des documents plus ou moins semblables et fournir certains points de comparaison, mentionnons le rapport Descôteaux, le rapport Gordon et un document du gouvernement de la Norvège.

Le *rapport Descôteaux*⁴³ était depuis quelques années la seule publication du gouvernement du Québec tentant de donner une image assez globale de l'économie, de ses problèmes structurels et des orientations souhaitables. Le document n'avait cependant aucun caractère officiel et la couverture portait la mention « document de travail ». Il avait été élaboré au Ministère de l'industrie et du commerce⁴⁴ et, pour cette raison, s'intéressait davantage au secteur manufacturier qu'aux autres domaines d'activité économique. Le *rapport Descôteaux* a soulevé certains remous à cause des réformes qu'il proposait à l'égard des sociétés d'État et du capital étranger, et de l'intérêt, nouveau à l'époque, qu'il manifestait à l'endroit de la distribution et de la recherche-innovation. L'*Énoncé* ressemble un peu par le ton au *rapport Descôteaux*. Il est cependant beaucoup plus exhaustif — il déborde le secteur manufacturier tant du côté primaire que tertiaire⁴⁵ — et, surtout, il a le statut de livre blanc c'est-à-dire qu'il engage le gouvernement.

Le *rapport Gordon*⁴⁶ est le point d'aboutissement d'une commission d'enquête mandatée par le gouvernement fédéral pour étudier les perspectives économiques du Canada telles qu'elles apparaissaient alors, en 1957. L'approche suivie par les commissaires dans la préparation de leur rapport final est très similaire à celle du présent *Énoncé de politique* ainsi que le révèle une comparaison des tables des matières : retour sur l'évolution de l'économie au cours des dernières décennies, problèmes structurels, secteurs de ressources, secteur manufacturier, tertiaire, énergie, rôle de l'État, etc. La Commission Gordon a toutefois abordé des sujets que ne touche pas l'*Énoncé* — l'épargne, par exemple. En ce qui a trait à ce dossier particulier, le gouvernement québécois a préféré en faire un cas spécial à cause de l'ampleur du sujet. Sa politique de l'épargne ne sera finalement publiée qu'une année après l'*Énoncé*. Le *rapport Gordon* a eu une grande influence. Il a, par exemple, marqué le début

43. Ministère de l'industrie et du commerce, *Une politique économique québécoise*, Québec, 1974, 116p.

44. Sous la responsabilité du sous-ministre adjoint, qui lui a laissé son nom.

45. Certains avaient reproché au *rapport Descôteaux* de surestimer l'importance du secondaire au détriment du tertiaire.

46. Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, *Rapport final*, Ottawa, 1958, 521p.

d'une importante prise de conscience des Canadiens à l'égard des investissements étrangers. En outre, plusieurs des études sectorielles sur lesquelles le rapport s'appuyait ont longtemps représenté l'état de la science dans les domaines étudiés.

Le livre blanc⁴⁷ sur le développement industriel de la Norvège fournit lui aussi un point de comparaison intéressant. L'économie norvégienne comporte de nombreuses similitudes avec celle du Québec: population relativement petite (4 millions d'habitants), importance des ressources naturelles, dont l'hydroélectricité et la forêt, proximité d'une grande entité économique et commerciale, etc. La problématique et les solutions proposées dans ce document ressemblent beaucoup à celles de l'*Énoncé de politique économique*. On y insiste, par exemple, sur la nécessité de la concertation des agents économiques privés, sur l'amélioration de la prestation de services d'aide aux entreprises, sur la mise en place d'une société publique d'investissement et sur l'utilisation active des contrats gouvernementaux.

Le document québécois comporte deux genres d'information: des éléments de problématique globale ou sectorielle et des faits ou des intentions de politique économique. Même si c'est surtout la première dimension qui retient notre attention ici, on peut quand même signaler que cet *Énoncé de politique économique* n'a pas donné lieu jusqu'ici à des critiques ou des analyses très substantielles. Certains ont reproché au livre blanc de ne pas présenter un plan de développement chiffré⁴⁸ ou de préconiser un trop grand interventionnisme de l'État au détriment du secteur privé.⁴⁹ D'autres, à l'opposé, ont blâmé le gouvernement d'amorcer un important virage à droite en prenant résolument parti pour l'entreprise privée⁵⁰ et en négligeant d'assumer son rôle moteur par rapport à l'économie. La politique économique annoncée s'est également vue accusée de faire trop peu de cas du développement régional,⁵¹ d'être imprégnée de néo-mercantilisme⁵² et d'être vaine compte tenu de l'influence prépondérante de facteurs sur lesquels le gouvernement a peu d'emprise.⁵³ Finalement la place relative accordée par le document au capital étranger et aux autochtones est apparue à d'aucuns comme ambiguë et contradictoire.⁵⁴ Chacun aura vu

47. Royal Norwegian Ministry of Industry, *Norwegian Industry's Development and Future*, Report n° 67 to the Storting, 1975.

48. Notamment le Conseil du patronat.

49. Léon COURVILLE, « Ignorance et prétention de l'interventionnisme », *Libre-Magazine*, juin 1980, pp. 18-21.

50. Centrale de l'enseignement du Québec, *Bâtir le Québec ou l'exploitation tranquille de la majorité*, 1979; le président de la C.S.N. a lui aussi exprimé des propos en ce sens.

51. Bruno JEAN, « Pour une régionalisation du développement », *Le Devoir*, 29 mai 1980, p. 13.

52. Judith MAXWELL, Caroline PESTIEAU, *Réalités économiques de la Confédération*, Montréal, Institut de recherches C.D. Howe, 1980, p. 124.

53. Claude MASSON, « Commentaires sur *Bâtir le Québec* », *Gestion*, vol. 4, n° 4, novembre 1979, pp. 88-90.

54. Dorval BRUNELLE, « *Bâtir le Québec*: continuité et apologie », *Le Devoir*, 22 octobre 1979, p. 5.

l'Énoncé à travers un prisme particulier mais, dans l'ensemble, une critique détaillée et structurée du document se fait toujours attendre. Même la presse n'aura relevé que certains éléments — importants, il est vrai — parmi les cent et quelques mesures qu'annonce le document gouvernemental. Ainsi, on aura surtout retenu l'« approche entreprise », laquelle consiste à favoriser les entreprises dynamiques quel que soit leur domaine d'activité, la mise en valeur des ressources naturelles ou l'encouragement au dynamisme autochtone. Le fait que le gouvernement s'intéressait pour la première fois au tertiaire moteur ou qu'il entendait favoriser la croissance des entreprises à une taille efficace et promouvoir la formule des sociétés mixtes, associant les capitaux privés et publics, n'a guère retenu l'attention.

Les grandes lignes de la politique économique proposée se retrouvent essentiellement dans le volume II, lequel traite du rôle des agents économiques et de l'État en particulier, et dans les introductions aux différentes sections et chapitres du volume III touchant l'aide à l'entreprise et aux différents secteurs. Ces pages contiennent l'exposé de ce qu'on pourrait appeler le modèle de développement économique proposé par *l'Énoncé*: le rôle du marché, de l'entreprise privée, du gouvernement, le rapport entre les agents économiques, l'importance des ressources naturelles et des ressources humaines, l'adaptation de certains secteurs vulnérables, etc.

Pour le reste, *l'Énoncé* contient une somme considérable de renseignements sur l'économie québécoise dans son ensemble et sur ses principaux secteurs d'activité.

Le chapitre premier apporte une description critique de la performance et des principaux déséquilibres structurels de l'économie du Québec. Les similitudes et les différences avec une analyse comparable de l'ouvrage de Bonin ont déjà été signalées. En fait, ce chapitre comporte peu d'éléments vraiment inédits. Signalons quand même que la présentation est soignée et témoigne d'un souci de vulgarisation. Une critique assez sévère de la place du gouvernement dans l'économie étonne un peu compte tenu de la nature du document.

Les chapitres 2 à 5 sont généralement moins riches en informations brutes. Ils tirent des conclusions, mesurent les défis, établissent les rôles respectifs des principaux agents socio-économiques et posent les principes qui guideront l'action. C'est la partie « politique » de *l'Énoncé*. On retrouve ici encore le même souci didactique: on explique le pourquoi de tout, on caractérise, on classifie, on évoque l'histoire.

Le volume III, composé des chapitres 6 à 19, comprend une grande variété de données de toutes sortes. Chacun de ses quatorze chapitres commence par une problématique détaillée et complète du thème ou du secteur abordé.

Dans la première partie de ce troisième volume se trouve, par exemple, un tableau des principales caractéristiques des entreprises québécoises (chapitre 6), de la distribution et du commerce (chapitre 8), de l'innovation et de la recherche (chapitre 9), et du financement des entreprises (chapitre 10). En plus des données factuelles, ces différents chapitres présentent une certaine conception du comportement de l'entreprise dynamique alliant les principes du management et ceux du développement économique.

La deuxième partie du volume III s'intitule « Le redéploiement de l'économie ». Elle passe en revue les principaux secteurs d'activité économique en commençant par l'agro-alimentaire et en terminant par les industries qualifiées, par euphémisme, de moins compétitives. Les autres secteurs abordés sont les pêches maritimes, le secteur forestier, les ressources minérales, le potentiel électrique, le tourisme, les biens d'équipement, les produits intermédiaires, les produits culturels, le tertiaire de base et le tertiaire supérieur.

La présentation de ces différents secteurs se fait toujours selon le même *pattern* : les orientations et les moyens d'action suivent une problématique assez substantielle. Dans la plupart des cas, cette problématique a une bonne valeur informative et documentaire. Les tableaux du chapitre 11, lequel touche le secteur agro-alimentaire, sont exemplaires à cet égard. Pour chacun des principaux produits agricoles, ils font état du degré d'auto-approvisionnement, de la balance commerciale, de la production, de la transformation et de la demande. Le chapitre 16 est également digne de mention puisqu'il concerne un secteur peu étudié jusqu'ici dans ses dimensions économiques : le tourisme. Ce secteur ne constitue pas une activité économique au sens où l'entendent les classifications statistiques habituelles. Il est formé d'activités diverses telles que la restauration, l'hébergement, le transport. Pour cette raison, les données sur le tourisme ont toujours été difficiles à colliger et les analyses économiques de ce secteur sont rares. Ce chapitre apporte donc un défrichage utile et parfois surprenant. L'application de la grille économique — produit touristique, mise en marché, pôle de développement, avantages comparatifs, etc. — confère au secteur touristique un degré d'abstraction inhabituel.

En conclusion, l'*Énoncé de politique économique* pourra éventuellement être critiqué quant à son contenu. C'est un beau cas d'économie politique et il est à souhaiter que des chercheurs le soumettent un jour à un examen approfondi. En attendant, le document représente une source importante et variée de renseignements pour les étudiants et les spécialistes des choses économiques, voire même pour l'honnête citoyen.

Cette dernière remarque vaut généralement pour l'ensemble de l'édition gouvernementale à caractère économique. Ces publications ne contribueront pas directement à l'avancement de la science économique — telle n'est évidemment pas leur raison d'être. Elles fournissent cependant une matière abondante pour faire progresser la connaissance de l'économie du Québec. Espérons que d'autres, individus ou organismes, prendront le relai.

Jean-Claude CLOUTIER

*Secrétariat au développement économique,
Gouvernement du Québec.*